



## **IL FAUT AUGMENTER LES SALAIRES et LES PENSIONS !**

**De 2017 à 2025, l'inflation officielle a été de 19,3%**

**Dans le même temps, les pensions ont augmenté de 16,1%**

La somme des pertes subies pendant cette période s'élève à 3,6 mois en général, et à 5,3 mois pour les retraité·es ayant subi la hausse de la CSG de 25% en 2018. Nous exigeons le rattrapage de ces mensualités perdues, et un coup de pouce pour les petites retraites.

**Sur la même période, le CAC40 a augmenté de 52 %, soit 3,25 fois plus que les pensions**

La situation vécue par les ménages de retraité·es au quotidien est aggravée par le poids des dépenses contraintes :

- Produits alimentaires : +6% par an en moyenne entre 2022 et 2024. En 2023, les prix alimentaires étaient de 10% plus chers que dans le reste de l'Europe.
- Produits d'hygiène : + 25% de 2020 à 2024.
- Énergie : +11% pour le gaz ; + 3% pour le fioul domestique en 2025
- Les assurances habitation ont augmenté de 8% en 2025 ; les assurances transport de 9%.
- Mutuelles et assurances complémentaires : +8,2% en 2024 ; +6% en 2025 ; + 5 à 7% en 2026
- Retraites complémentaires : gelées en 2026, et en baisse pour 14 millions de retraité·es soumis.es à des ajustements de CSG consécutifs à la hausse de 5,3% des pensions de base en 2024.

**La mobilisation des retraité·es depuis des mois et au moment du débat parlementaire sur la Loi de Finances 2026 a permis un certain recul du gouvernement** : les pensions de base ont été revalorisées du montant de l'inflation, de 0,9%, l'abattement de 10% d'impôt a été maintenu, une nouvelle augmentation des franchises médicales supprimée, l'ASPA (minimum vieillesse) ne sera pas gelée, l'ALD (Affection de Longue Durée) ne sera pas partiellement remise en cause.

**Cependant les menaces s'accumulent sur le niveau de vie des retraité·es.**

Toutes les « réformes » du **calcul de la pension depuis 30 ans** ont pour conséquence de diminuer constamment le montant de la retraite et du niveau de vie. La pension s'élève aujourd'hui à 52 % du salaire moyen des salarié·es, elle chutera à 45 % en 2070, selon le COR.

Le budget 2026 qui prévoit de nombreuses coupes dans les dépenses sociales et les services publics, **une contribution supplémentaire très modérée pour les ultra-riches**, prévoit également une augmentation du budget de la Défense de 10 milliards d'€.

Le gouvernement va « inviter » les retraité·es, à démontrer leur patriotisme en vue du « nécessaire » réarmement militaire pour faire face à la situation internationale où les conflits pour l'accaparement des ressources se multiplient. Il veut imposer aux retraité·es de puiser dans leurs économies, et pour y parvenir, l'Etat baissera le montant des retraites par tous les moyens.

**De l'argent pour les retraites, pas pour la guerre !**

**Nous n'acceptons pas que seule la population active et les retraité·es supportent un endettement dont ils et elles ne sont pas la cause.**

**Il faut revenir à une fiscalité plus juste**, et que les ultra-riches (il y a un peu moins de 30 ans, la fortune des ultra-riches représentait 6 % du PIB. C'était 42 % en 2024) contribuent à la hauteur de leurs revenus à la richesse nationale.

**Selon le Sénat, 13 335 ultra-riches échappent à l'impôt sur le revenu.** Ajoutons à cela les aides aux entreprises, les exonérations de cotisations sociales, la fraude fiscale : ce sont plusieurs centaines de milliards d'euros qui échappent chaque année au financement des services publics, de la sécurité sociale pour répondre aux besoins de la population.

Le contexte international en rajoute : l'augmentation des prix du pétrole ne fait que commencer avec des conséquences sur les prix des carburants à la pompe mais aussi sur les prix des produits manufacturés, de l'alimentation, des produits énergétiques, ... D'ailleurs, le PDG des enseignes LECLERC a annoncé une augmentation des prix entre 7% et 14%. Bien au-dessus des 1,9% d'inflation prévus en 2026 dans la zone Euro.

**Il y a urgence à augmenter les retraites du régime général et les retraites complémentaires.**

**AUCUNE PENSION EN DESSOUS DU SMIC !**

**Le gouvernement doit entendre le mécontentement des retraité·es**

**UNE SEULE SOLUTION : LA MOBILISATION POUR  
EXIGER L'AUGMENTATION DE TOUTES LES  
PENSIONS !**